

E 5567

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2009-2010

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 23 août 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 23 août 2010

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Virement de crédits n° DEC40/2010 à l'intérieur de la Section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2010.

12846/10



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 17 août 2010
(OR. en)**

12846/10

FIN 353

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception: 5 août 2010
Destinataire: M. Melchior WATHELET, président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Virement de crédits n° DEC40/2010 à l'intérieur de la Section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2010

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC40/2010.

p.j.: DEC40/2010



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 23/07/2010

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010
SECTION III - COMMISSION TITRES 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 40/2010

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE - 40 000 000

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire

CE 40 000 000

I. RENFORCEMENT

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Aide humanitaire

b) Données chiffrées à la date du 20/07/2010

	CE
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	521 018 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	112 000 000
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	633 018 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	593 250 000
<hr/>	
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	39 768 000
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	79 768 000
7. Renforcement proposé	40 000 000
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	7,68%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE
1. Crédits disponibles en début d'année	275 216
2. Crédits disponibles à la date du 20/07/2010	252 810
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	8,14%

d) Justification détaillée du renforcement

De récentes missions d'évaluation, menées à la fois par la Commission et d'autres grands donateurs, font état d'une aggravation de la crise alimentaire dans la «ceinture de sécheresse», qui s'étire de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest jusqu'au Soudan, et d'un accroissement rapide du nombre de ménages très vulnérables ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence. On a recensé rien qu'au Niger et au Tchad plus de 10 millions de personnes privées de sécurité alimentaire. Les taux de malnutrition aiguë augmentent rapidement, de sorte qu'une aide alimentaire et humanitaire d'urgence est nécessaire pour permettre aux ménages les plus vulnérables de survivre pendant la période de soudure dans l'attente de la prochaine récolte, en novembre (à condition que les précipitations soient suffisantes cette année). Étant donné que la majeure partie du budget de l'aide humanitaire a été utilisée et que le restant le sera aussi, comme il est mentionné ci-après, un renforcement de 40 millions d'EUR est demandé en crédits d'engagement afin de répondre à l'aggravation de la crise alimentaire dans la région du Sahel et du Soudan. Ce montant se répartirait comme suit: 30 millions d'EUR en faveur de la région du Sahel, Tchad et nord du Cameroun compris, et 10 millions d'EUR en faveur du Soudan.

Taux d'exécution des crédits de l'aide humanitaire:

Au 15 juillet 2010, le taux d'exécution global des crédits d'engagement inscrits sur les trois lignes du budget de l'aide humanitaire était de 90 %.

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire de 2010 établies par la Commission et présentées à la commission du développement (DEVE) du Parlement européen ainsi qu'à la réunion du groupe de travail «Aide humanitaire et aide alimentaire» (COHAFA) du Conseil en novembre 2009. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays pour l'année à venir. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non affectés pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins.

Une part considérable des crédits du budget initial qui, au départ, n'avaient pas été affectés a déjà été utilisée pour des interventions dues à de nouvelles crises ou à l'aggravation de crises, comme la détérioration de la situation en Somalie et les difficultés persistantes au Pakistan, le conflit au Yémen, les violences au Kirghizstan et une série de catastrophes naturelles de faible ampleur. Il convient de noter que, dès janvier 2010, le budget de l'aide humanitaire a fait l'objet d'un renforcement de 112 millions d'EUR en crédits d'engagement afin de répondre aux besoins humanitaires résultant du séisme en Haïti.

Le montant des fonds effectivement disponibles dans le chapitre de l'aide humanitaire pour les trois lignes réunies est de 92 millions d'EUR. La plupart de ces crédits serviront pour des interventions déjà programmées ou des besoins identifiés, un faible montant devant être mis de côté pour faire face à la saison de tempêtes tropicales qui est sur le point de commencer aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Asie du sud, ainsi que pour d'éventuelles autres urgences imprévues de faible ampleur.

Crédits de paiement pour le virement proposé:

La DG ECHO procède, au début des opérations humanitaires, au versement de préfinancements en faveur de ses partenaires, couvrant de 50 à 80 % du montant, le solde étant versé une fois l'opération terminée. Considérant que les besoins supplémentaires en crédits de paiement correspondants pourraient être satisfaits au moyen de la procédure de virement global, la Commission ne demande pas de crédits de paiement pour le moment.

Pour une description détaillée du contexte et de l'utilisation prévue des fonds, il convient de se reporter à l'annexe.

II. PRÉLÈVEMENT

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 20/07/2010

	CE
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	248 882 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0
2. Virements	-112 000 000
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	136 882 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0
<hr/>	
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	136 882 000
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	n.a.
7. Prélèvement proposé	40 000 000
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	16,07%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE
1. Crédits disponibles en début d'année	n/a
2. Crédits disponibles à la date du 20/07/2010	n/a
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve sert en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, pour la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

La mobilisation proposée de la réserve d'aide d'urgence apportera une réponse rapide aux personnes vulnérables touchées par l'aggravation de la crise alimentaire qui sévit dans la ceinture de sécheresse qui s'étire du Sahel jusqu'au Soudan.

Par la présente proposition de mobilisation de la réserve d'aide d'urgence, la Commission engage la procédure de trilogue sous forme simplifiée, conformément au point 25 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006, afin d'obtenir l'accord des deux branches de l'autorité budgétaire sur la nécessité du recours à la réserve et le montant requis. La Commission invite la première des deux branches de l'autorité budgétaire qui parvient à un accord sur le recours à la réserve, au niveau politique approprié, à informer l'autre branche ainsi que la Commission de ses intentions. En cas de désaccord de l'une des deux branches de l'autorité budgétaire, un trilogue formel sera organisé.

EXPLANATORY MEMORANDUM
ADDITIONAL COMMITMENT APPROPRIATIONS REQUESTED FOR
THE BUDGET LINE 23 02 01 HUMANITARIAN AID IN ORDER TO DEAL WITH
THE DEEPENING FOOD CRISIS IN THE SAHEL REGION AND SUDAN

This explanatory memorandum provides the actual context of the humanitarian situation in the "African drought belt" and the justification for the urgent need to provide an additional funding of EUR 40 million (in commitment appropriations). This would comprise EUR 30 million for the Sahel region including Chad and Northern Cameroun, and EUR 10 million for Sudan.

1. Sahel region of West Africa

Humanitarian context

The food crisis in the Sahel region of West Africa is deepening with an increasing caseload of vulnerable people in need of urgent humanitarian assistance. It is now estimated that up to 10 million people in Niger and Chad alone require emergency assistance to survive through the current hungry period until the next harvest in November. Both the governments of Niger and Chad have declared an emergency and asked for international assistance. Acute malnutrition rates also continue to remain over the emergency threshold levels in pockets in Burkina Faso, Mali and in parts of the northern regions of Nigeria and Cameroun.

Preliminary results¹ of the most recent nutritional SMART² survey in Niger showed an increase in Global Acute Malnutrition (GAM) rates to a national average of 16.7% well above the international alert threshold of 15% and 4.4% higher than during the same period last year. The Severe Acute Malnutrition (SAM) rate has increased to 3.2% (from 2.1% last year).

The deteriorating situation and increase in identified needs justify the allocation of further humanitarian aid. The funding made available in 2010 so far in response to the food crisis for an amount of EUR 44 million has been completely allocated: the initial allocation for 2010 was EUR 20 million and this was already reinforced in April 2010 with a further EUR 24 million with funds from the B-envelope for unforeseen needs of the European Development Fund. This funding included the following countries: Niger, Chad, Burkina Faso, Northern Nigeria, Mali and Mauritania.

The appointment of a technocratic government in Niger after the coup of 18 February has opened the dialogue between the government and the international community on the scale of the food crisis and on the measures needed to mitigate its impact. The government has called for international assistance, agreed a roadmap for the return to democratic processes and has taken steps to restore confidence in the fiscal and financial management of the country.

Identified humanitarian needs

The Government of Niger published a revised national response plan³ on 23 June. It identified increased needs for a total of EUR 173 million as opposed to the previous estimate of EUR 120.6 million. Preliminary indications are of a shortfall of EUR 81 million. The plan emphasises the need for more cash for work and cash transfer activities, the replenishment of cereal banks and the depleted national grain reserves, additional commodities for general food distribution, the subsidised sale of animal fodder, blanket feeding operations to reduce malnutrition in children from 6 to 23 months old and the treatment of severe malnutrition.

Price levels for staple food commodities remain high in the Sahel but within tolerable levels for the current lean period between harvests. While there was a large deficit in food and fodder production in Niger and Chad, there has been a surplus production of maize - the replacement commodity of choice for millet in

¹ Enquête nutrition et survie des enfants de 6 à 59 mois, Niger, 24 Mai au 16 Juin 2010, Gouvernement du Niger (Institut National de la Statistique, INS et Direction Nutrition du Ministère de la Santé), preliminary results of 24/06/2010.

² Standardized Monitoring Assessment of Relief and Transition

³ Plan de Soutien aux Populations Vulnérables (Besoins Révisés), juin 2010.

Niger, in countries such as Benin, Togo and central Nigeria. Unlike 2005, the borders have remained open to intra-country trade which has permitted continued food imports into Niger to a far higher extent and a much longer period into the hunger-gap this year. Food supply in the main markets in Niger is therefore still estimated as adequate. The favourable currency rate of exchange has helped keep the price differential positive for imports from Nigeria into Niger. This means that the food needs can be met on the local markets either through local purchase or direct cash transfer or cash for work activities.

Early recognition and communication of this crisis has also allowed the general population to adapt to it early on (earlier transhumance and earlier displacement of people in search of labour) as well as providing the time and reflection to implement new and innovative approaches to scale, notably cash transfers, which are proving to be fast, pertinent and effective.

On 23 June, the World Food Programme (WFP) also announced that they intended to prepare an Emergency Operation (EMOP) for Niger, focusing on: enhanced assistance to the moderately malnourished children (MAM), expanding and improving the ongoing blanket feeding operations and enlarging and improving the ongoing general food distribution operations (current operations reach a maximum 1.9 million people with incomplete rations and many households of children targeted for blanket feeding are not also receiving general food distribution rations with the risk that the commodities distributed for the children are shared amongst the rest of the family).

Priority in this extra humanitarian aid response to the food crisis in Niger should be to cover needs until the end of October (which is the start of the main cereals harvest). If the rains are adequate this year and the harvest is good, the emphasis in humanitarian aid can switch to livelihoods recovery and the strengthening of damaged coping mechanisms. However, if the rains are again erratic, emergency humanitarian aid will have to be continued.

Proposed Commission response

The primary gaps that need to be covered most urgently for the imminent peak of this food crisis from July to September are funding for the commodities pipelines of the blanket feeding programmes and general food distribution as well as the need for medical cover linked to the expected major outbreak of malaria.

UNICEF have requested funding for a regional pipeline covering northern Nigeria and northern Cameroun to facilitate access to Ready to Use Therapeutic food products (RUTF) needed to address severe acute malnutrition and boost health support delivery.

2. Sudan

The humanitarian situation in Sudan continues to represent a major concern. Since the beginning of the year the population in many areas across Sudan has been subject to displacements triggered by conflict or insecurity. Access to basic services, especially in remote locations remains inadequate. Already aggravated by continued displacements, drought and high food prices, food security has further deteriorated with the onset of the hunger gap both in Darfur and Southern Sudan. Meanwhile, the World Food Programme (WFP) is anticipating substantial shortages in the food aid pipeline in Sudan and has appealed to donors for additional support.

At the same time the political environment is highly challenging and volatile with the upcoming referenda on self determination in the South in January 2011, difficulties linked to the implementation of the Comprehensive Peace Agreement (CPA) and the absence of peace in Darfur. It is anticipated that there will be considerable instability in the period before and after the referenda in Southern Sudan, in the Transitional Areas and even in North Sudan. That could trigger violence and population displacements which in turn will negatively impact the lives and livelihoods of the affected populations. Therefore the humanitarian community is preparing to preposition stocks of key materials so as to respond rapidly to new and urgent humanitarian needs which are likely to be generated by the instability. Such prepositioning is essential in a context of many logistical difficulties as Sudan, with the remoteness of many areas, access constraints, limited or non-existent infrastructures, drought, floods and limited implementing capacities.

An amount of EUR 114 million has so far been allocated from the 2010 European Union Budget as humanitarian assistance (including food aid) to Sudan. Over 80% of that has already been contracted to humanitarian organisations for implementation and for the remainder contracts are in the process of signature. Taking the above into account, it is proposed to reinforce the support from the European Union's budget to the following key humanitarian pipelines and partners: in South Sudan: non-food items and

nutritional supplies with the United Nations Children's Fund (UNICEF) - seeds and tools with the Food and Agriculture Organization (FAO) - medical kits with the World Health Organisation (WHO); in the Transitional Areas: non-food items with the United Nations Joint Logistics Centre (UNJLC) through the World Food Programme (WFP). In addition, taking into account the pressing need to secure the food pipeline, it is essential to provide additional support to WFP for Darfur, the Transitional Areas and South Sudan.

**EU Humanitarian Aid Budget 2009/2010 at 15/07/2010
(Civil protection budget excluded)**

In million EUR

Region /Activity	2009 Amount Committed	2010 Amount Committed/ In Progress	Planned
Amounts Committed /Needed:			
Central Africa, Sudan, Chad	229,100	227,000	0,400
East, West and Southern Africa, Indian ocean	260,460	176,650	
Central and Eastern Europe, Caucasus, Mediterranean countries, Middle East	121,775	171,295	3,000
Asia, Latin America, Caribbean and Pacific Regions	248,175	204,150	2,500
Worldwide disasters, Capacity Building , Technical Assistance	62,364	70,537	4,500
Sub-Total :	921,874	849,632	10,400
		860,032	
Additional Needs (Assessment July 2010)		145,000	**
Total Committed /Needed :		1005,032	
Financing Sources:			
EU Budget	767,851	791,318	
Re-assigned Revenues	6,698		
EAR *	110,000	112,000	
EDF	37,325	61,550	
Total Financing:	921,874	964,868	
Difference (Needs /Financing):		40,164	

* - In 2009 EAR was used for: EUR 45 million for Pakistan, EUR 20 million for Somalia, EUR 15 million for South East Asia and EUR 30 million for the Horn of Africa

- In 2010 EUR 112 million from the EAR were used for Haiti

** The planned and foreseeable interventions include:

- a) EUR 37 million will be needed to reply to an already identified new or worsening crisis (DRC, Madagascar, Sierra Leone, Kirgizstan, Northern Caucasus, Bangladesh). For this type of crises we will be able to secure funding from remaining EDF resources for an amount of EUR 23 million, leaving a balance to be funded of EUR 14 million;
- b) a margin of EUR 35 million for natural disasters. Due to climate reasons the majority of small scale natural disasters normally take place in the second half of the year as monsoonal rains, typhoons and cyclones leading to high winds and flooding particularly in South Asia, Central America and the Caribbean Region.
- c) EUR 33 million to have a minimal monthly margin to intervene in other unforeseen small scale disasters or new or worsening crisis during the remaining 5.5 months of the year.
- d) The food crisis in the "drought belt" stretching from the Sahel region of West Africa to Sudan is deepening with a rapidly increasing caseload of very vulnerable households in need of urgent humanitarian assistance. Consequently there is a need to increase funding to the implementing humanitarian organisations action in response to this crisis in the "drought belt" by an additional EUR 40 million. This would comprise EUR 30 million for the Sahel region including Chad and Northern Cameroun, and EUR 10 million for Sudan.